

## PARIS 2018, LES JEUX OLYMPIQUES DES PRIVATISATIONS !?

À Paris, comme pour les axes du plan de Macron (CAP22) concernant la fonction publique, **le dogme de la stabilité des dépenses de fonctionnement se traduit par l'externalisation/privatisation de missions de service public, anciennes ou nouvelles.** Ces délégations (DSP) ne montrent pourtant ni grande efficacité, ni réductions des coûts, mais plutôt le contraire. Quelques exemples :

Deux prestataires sont désormais chargés de la verbalisation du stationnement illégal dans la capitale. **Streeteo** a employé des agents non assermentés, certains sans permis de conduire. Un de ses cadres a effectué quelque 5 000 faux contrôles pour respecter les quotas imposés de vérifications du stationnement. De leur côté, des salariés de **Moovia** ont commis des violences contre des parisiens verbalisés et même des policiers.

**De multiples plaintes entachent désormais le marché de l'assainissement de l'eau** de soupçons d'« entente illicite », de « corruption » et de « trafic d'influence ». De son côté, entre 2010 et 2018, la facture d'eau des parisiens a augmenté de 19% pour les parisiens !

Pour **Autolib, Bolloré et son PDG**, dixième fortune du pays (8 milliards à lui tout seul) réclame 46 Millions d'euros au syndicat gestionnaire du réseau, c'est à dire à la collectivité parisienne. Le service d'auto-partage électrique exploité par le groupe Bolloré affiche d'importantes pertes que les collectivités locales doivent en partie prendre en charge !

On pourrait résumer les clauses de ce contrat libéral : **la privatisation des profits quand il y en a, et sinon la socialisation des pertes : tous les bénéfices pour le privé, les dettes pour la collectivité publique !!!**

**Il y aussi le scandale Smovengo, nouveau prestataire du Velib, qui cumule l'incapacité à respecter les délais de mise en place du réseau et la casse sociale des droits des salariés, de leurs salaires, de leur ancienneté...**

**Corruption dans la passation des marchés, surcoûts massifs pour la collectivité, régression sociale pour les salariés, facture en hausse pour les usagers, usagers abusés par des pratiques malhonnêtes de prestataires, c'est le bilan de la privatisation de missions qui étaient ou qui auraient dû être dévolues au service public, à des agents titulaires dont le recrutement et le statut sont des gages de la défense de l'intérêt général, en dehors des pressions et des intérêts de court terme.**

Monsieur le président, la communication interne permanente et les multiples plans d'action n'arrivent plus à masquer le réel de conditions de travail. Celles-ci se détériorent dans un contexte de développement sans fin des missions demandées aux agents alors que le dogme de la stabilité des dépenses de fonctionnement leur interdit des moyens humains supplémentaires. **En témoignage, l'augmentation continue de nombre d'appels et de consultations pour souffrance au travail.**

Les élections vont être l'occasion pour l'US CGT de dénoncer les décisions de régression sociale prises par l'exécutif ces derniers mois, elles vont aussi être l'occasion de demander les créations de postes nécessaires pour répondre aux besoins exprimés par les agents et les usagers des services publics parisiens.